

Statement

Minister for
International
Trade



Discours

Ministre du
Commerce
extérieur

89/22

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

PAR LE MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

JOHN C. CROSBIE

À LA CONFÉRENCE SUR LE DÉSÉQUILIBRE GLOBAL

- UNIVERSITÉ MCGILL -

MONTREAL

Le 17 mai 1989

Mesdames et Messieurs,

Il me fait grand plaisir de pouvoir vous rencontrer aujourd'hui, d'accueillir à Montréal un aussi grand nombre de distingués invités et de saluer l'ouverture du nouveau Centre Petty pour la recherche économique.

Je me dois de saisir l'occasion pour dire quelques mots sur George Petty. Le moins qu'on puisse dire, c'est que George Petty est un homme extraordinaire qui a réussi en travaillant fort et en acceptant de prendre des risques. Il est un bâtisseur et un leader - une preuve vivante que les actions d'un seul homme peuvent faire une différence. Et il est un homme à convictions bien ancrées; un individu qui est toujours prêt à soutenir une cause avec son argent. Ce Centre de recherches et cette Conférence en sont la preuve.

Il m'est parfois arrivé à moi aussi de dire le fond de ma pensée. L'expérience m'a appris que l'indiscrétion est le revers de la bravoure. Mais j'ai parfois tendance à aller contre le courant et, jusqu'à maintenant, cela n'a heureusement pas été une affliction politiquement fatale.

J'aimerais situer mes observations dans l'esprit de franche discussion qui caractérisera certainement les prochains jours.

La Conférence porte sur le déséquilibre global, qu'on appelle aussi l'instabilité. Et vous avez rassemblé un groupe impressionnant d'experts en économie et en finances pour discuter de certaines questions très sérieuses.

Je ne suis pas un économiste, mais j'ai énormément de respect pour cette profession. Sans vos conseils, comment pourrai-je expliquer demain pourquoi les choses que j'ai prédites hier ne se sont pas produites aujourd'hui?

Je suis seulement un avocat et un politicien, avec une certaine expérience directe des finances publiques et du commerce international acquise dans mes vingt années de vie publique. Mon monde n'est pas le monde de l'homme économique rationnel; c'est souvent plutôt le monde irrationnel de l'animal politique. C'est un monde dans lequel les décisions sont évaluées selon leur impact local plutôt que global; dans lequel l'insistance est plus souvent mise sur le banal et le compréhensible que sur les choses profondes et complexes; dans lequel la réponse politique rationnelle ne concorde pas toujours avec les lois de l'austère science. En bref, c'est un monde dans lequel la plupart des gens croient que le déséquilibre signifie que vous avez bu un verre de trop et que l'ajustement structurel signifie que votre sous-sol est en train de se tasser.

C'est intentionnellement que je mentionne les lois draconiennes du monde politique. Ces lois sont au centre du thème de l'instabilité globale. Une certaine instabilité peut être le résultat inévitable d'un changement technologique rapide, mais une bonne partie du déséquilibre que l'on observe aujourd'hui n'est certainement pas prédéterminée. Nous subissons tous plutôt les conséquences de l'action et de l'inaction politiques conscientes - version moderne des faiblesses humaines que Thomas Hobbes décrivait en ces termes il y a quelques siècles: "Les hommes accumulent les erreurs de leurs vies et en font un monstre qu'ils appellent le destin."

C'est pourquoi la grande question me semble être de savoir si les dirigeants politiques du monde agiront pour gérer le changement global et corriger les déséquilibres actuels, ou s'ils seront tellement contraints par la politique locale qu'ils laisseront le changement global nous gérer par une correction spectaculaire des marchés financiers globaux. Parce que c'est ce choix politique qui déterminera si le changement dans les années 90 avantage ou menace l'économie globale.

Au Canada, mes collègues et moi avons choisi la première option. D'où notre décision de nous attaquer à un certain nombre de questions politiquement difficiles, par exemple:

- . la conclusion d'un Accord de libre-échange avec les États-Unis;
- . un effort concerté pour réduire notre déficit budgétaire annuel par des coupures dans les programmes et des relèvements d'impôts; et
- . l'introduction d'une taxe visible, à la consommation, pour remplacer une vieille taxe non visible, à la fabrication.

Dans chaque cas, nous avons décidé de remettre en cause la sagesse politique conventionnelle et de nous attaquer à des questions qui avaient fait reculer nos prédécesseurs en appliquant des politiques qui ont été décrites comme courageuses - un mot qui donne des sueurs froides à presque tout politicien.

Je ne veux pas prétendre que nous sommes supérieurs à ceux qui nous ont précédés.

Nous avons pris ces mesures pour des raisons très pragmatiques.

Toute indisposition causée par ces quelques capsules préventives serait négligeable par rapport à la réaction publique devant la dose massive de remèdes que nécessiterait l'inaction.

C'est en fait ce changement fondamental dans la réaction politique rationnelle aux problèmes courants qui devrait nous donner à tous espoir dans l'avenir. Parce que l'impératif politique d'agir plus tôt que plus tard, ou plus tard que jamais, n'est pas unique au Canada. Il est fonction du rythme du changement.

Il me semble que les politiciens d'aujourd'hui ne sont pas vraiment différents de leurs prédécesseurs. Il est toujours aussi tentant de remettre à plus tard les décisions difficiles et de ne s'inquiéter du futur que quand il devient le présent. Mais dans ce monde câblé, nous politiciens modernes devons affronter une réalité fort incommodante - c'est que le futur s'en vient maintenant beaucoup plus vite. Si ce n'est pas le monde de Thomas Hobbes, c'est certainement le monde du choix d'Hobson - un monde dans lequel la mesure qu'il est responsable de prendre devient par nécessité l'impératif politique. Et j'ai encore suffisamment confiance dans le réflexe d'auto-préservation des politiciens du monde pour croire que des actions impopulaires seront donc prises pour atténuer les déséquilibres avant qu'ils ne nous submergent.

Au cours des prochains jours, vous discuterez de diverses réformes de politique qui pourraient corriger les déséquilibres existants. Certaines des discussions se concentreront sur des réformes institutionnelles très ambitieuses. À titre de praticien de la politique, je vous mentionnerai deux séries de négociations très réelles et très actuelles qui sont menées au sein d'institutions existantes et dont les résultats sont au centre des perspectives globales pour les années 90, dont le succès dépend entièrement de la realpolitik - et non de la théorie politique.

La première est la négociation sur le budget qui est actuellement menée à Washington entre le Congrès et l'Administration Bush. Et la deuxième est la grande négociation commerciale multilatérale du Cycle d'Uruguay.

Comme nous le savons tous, la politique budgétaire américaine est au coeur des déséquilibres globaux actuels.

Pour ma part, je ne peux tout simplement pas croire que les dirigeants américains permettront que leur impasse budgétaire se poursuive après cet été.

Les risques qu'ils courraient par leur inaction seraient simplement trop grands.

En plus de cela, je crois fermement qu'un plan budgétaire américain crédible créerait les conditions permettant à l'Amérique du Nord de poursuivre sa croissance dans les années 1990 - une croissance dont les avantages rejailliraient sur ceux qui recherchent la faveur des électeurs.

Comme il est indiqué dans l'un des documents sur le budget qui s'intitule "Perspectives économiques du Canada dans les années 90", nous estimons que la réduction du déficit atténuerait les risques d'inflation et découragerait les excès de consommation. La diminution de l'inflation et la montée de la confiance se combineraient pour faire baisser les taux d'intérêt. La baisse des taux d'intérêt aiderait à son tour les entreprises américaines à accroître leur capacité de production, ce qui compenserait la réduction des dépenses des consommateurs tout en faisant diminuer les coûts liés au service de la dette extérieure des États-Unis.

Bref, nous estimons que si les États-Unis adoptaient à moyen terme un plan budgétaire crédible, cela leur permettrait de rectifier considérablement le déséquilibre de leur compte courant, qui est au centre du désordre mondial. Pareille initiative nous lancerait tous sur la bonne voie.

De toute évidence, cela est dans l'intérêt national des États-Unis, dans notre intérêt national et sûrement dans celui de la stabilité mondiale.

En mettant l'accent sur l'impasse aux États-Unis, je ne veux absolument pas minimiser l'importance des difficultés budgétaires au Canada. Toutes proportions gardées, nous sommes également aux prises avec de sérieuses difficultés. Mais il faut bien admettre que le dollar canadien n'est pas la principale monnaie internationale et qu'il n'a pas un rôle clé à jouer dans l'économie mondiale. Les marchés mondiaux n'évoluent tout simplement pas en fonction des faits nouveaux qui se produisent sur la scène économique et financière canadienne. Par ailleurs, je crois que nous sommes en train de régler le problème par des mesures concrètes, mesures qui pourraient nous permettre de rééquilibrer nos besoins financiers d'ici 1992-1993.

Nous sommes en fait une partie du problème budgétaire en Amérique du Nord, mais nous voulons aussi être partie à la solution.

Si la politique budgétaire nord-américaine est l'une des pièces essentielles du casse-tête international, il en va de même du GATT.

Comme nous en sommes tous conscients, il faut accomplir des progrès dans les négociations multilatérales de l'Uruguay Round si nous voulons corriger les déséquilibres mondiaux dans les années quatre-vingt-dix. Nous sommes en train de jouer ce que les amateurs de hockey appelleraient une "partie de quatre points". Si nous gagnons, nous comblons l'écart entre notre position de départ et celle que nous aimerions occuper. Si nous perdons, nous accuserons plus de retard que jamais.

Mais il ne faut pas se leurrer. Là non plus il n'est pas facile de réaliser des progrès concrets, étant donné les divers intérêts nationaux en jeu.

Même dans les meilleures circonstances, les intérêts diversifiés des quelque quatre-vingt-dix nations présentes à la table de négociation rendent toute entente difficile.

Les questions plus faciles à régler l'ont été à l'occasion des cycles de négociation précédents.

Les vieilles questions en suspens comme celles de l'agriculture et des textiles restent délicates sur le plan politique, c'est le moins que l'on puisse dire.

Quant aux nouveaux thèmes comme les services, l'investissement et les droits de propriété intellectuelle, ils éloignent les discussions du concept de la nation la plus favorisée pour les faire porter sur la question plus délicate du traitement national.

Cependant, si nos efforts sont couronnés de succès, l'économie mondiale en profitera de bien des façons.

Si les systèmes agricoles pouvaient cesser de dépendre des subventions à la production pour se tourner vers la sécurité des revenus, comme le préconise les nations de l'OCDE, on assisterait à la montée des prix de nombreux produits agricoles qui sont essentiels pour le bien-être financier à long terme des pays endettés. Les déficits budgétaires pourraient même diminuer encore davantage en Amérique du Nord s'il n'était plus nécessaire de se livrer concurrence à coup de subventions.

Si nous pouvions convenir de règles dans le domaine des services et de l'investissement, nous pourrions compléter le plan Brady en favorisant dans les pays les moins avancés la

conversion de la dette en prise de participation de même que les investissements directs, investissements qui pourraient par ricochet accroître les chances des PMA d'obtenir les devises étrangères dont ils ont désespérément besoin.

Et, ce qui importe peut-être le plus dans tout ça, si nous pouvions obtenir des résultats concrets au chapitre des règles multilatérales, nous pourrions renforcer les liens entre les grands blocs économiques que sont l'Amérique du Nord, la Communauté européenne et la région de l'Asie et du Pacifique, groupée autour du Japon. Nous pourrions ainsi nous assurer que l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et que l'unification du marché européen favoriseront le développement des échanges internationaux plutôt que la fragmentation régionale.

Cet objectif a en fait façonné le contenu de notre accord de libre-échange. C'est un accord qui s'inspire certes des normes multilatérales convenues dans un certain nombre de secteurs, mais aussi un accord qui - nous l'espérons - pourra servir de modèle à une future libéralisation globale.

Ferons-nous effectivement des progrès dans les négociations d'Uruguay ? Je crois que oui, pour la même raison que je suis persuadé que des progrès seront accomplis dans les négociations budgétaires en Amérique du Nord, à savoir la crainte de l'échec. Parce que la possibilité de l'effondrement du système multilatéral sème la peur dans le coeur des dirigeants politiques de tous les pays. D'une certaine façon, la peur est un puissant facteur de motivation.

Bref, il faut libéraliser l'économie mondiale si nous voulons corriger les déséquilibres actuels avant qu'ils nous engloutissent.

Certains jugeront peut-être que j'ai trop mis l'accent sur la politique, mais, s'il peut être intéressant de discuter des grandes questions internationales de l'heure sans parler de la dynamique politique des États-nations, cela demeure malheureusement un exercice quelque peu futile.

Il est relativement facile de s'entendre sur ce qui devrait être fait dans un monde rationnel: nous pourrions commencer par réduire les déficits budgétaires en Amérique du Nord et libéraliser les échanges internationaux, par exemple. Mais le problème ne se poserait même pas si nous n'étions effectivement que des êtres de raison.

Que nous le voulions ou non, il faut prendre en considération des facteurs comme l'incidence politique d'une

augmentation des impôts aux États-Unis, ou encore le pouvoir politique des agriculteurs en Bavière, en France ou au Japon si nous voulons en arriver à une formule pratique qui soit source de progrès et de stabilité dans le monde. Ces considérations d'ordre intérieur sont des obstacles bien réels sur la voie du progrès. Elles sont ce que les économistes appellent des "variables exogènes", qui taillent en pièces même les prévisions et les projets élaborés avec le plus grand soin possible. On ne peut tout simplement pas en faire abstraction.

Les hommes politiques ne peuvent certes pas ignorer les forces économiques impersonnelles et inexorables qui sont à l'oeuvre dans le monde.

C'est pourquoi il importe d'organiser des conférences comme celle-ci, car ce n'est que si les hommes politiques comprennent bien les enjeux du problème qu'ils trouveront leur chemin dans les méandres de la politique intérieure pour réaliser la symbiose entre le réel et l'idéal et pratiquer l'art du possible.

C'est le rôle de cette conférence et de ce centre de recherche, à savoir mieux faire comprendre ces enjeux au grand public et créer des conditions propices aux solutions politiques optimales. Dans l'attente de pouvoir prendre connaissance du résultat de vos délibérations, je vous souhaite mes meilleurs voeux de succès.